

# “Les écologistes doivent revoir leur stratégie”

- **Philippe Lamberts, député européen Ecolo, participe ce mardi soir à un débat avec Paul Magnette (PS) et Raoul Hedebouw (PTB). Sur fond de tensions sociales.**
- **Selon lui, les verts ont négligé la dimension sociale de leur projet, et trop édulcoré leur discours. “On ne doit pas craindre de désigner nos ennemis”, dit-il.**

## Profil



### En rupture

**Expérience.** Ingénieur civil de formation, Philippe Lamberts a notamment officié comme manager pour la firme informatique IBM. Résident à Anderlecht, il a rejoint Ecolo en 1991. Il siège au Parlement européen depuis 2009.

**Reconstruire.** Après une défaite cuisante aux élections de mai 2014, Ecolo continue de stagner entre 8 et 10 % dans les sondages. Le parti mène un lent processus de reconstruction sous la houlette de Zakia Khattabi et de Patrick Dupriez, arrivés à la coprésidence avec le soutien de Philippe Lamberts. L'influence de ce dernier suscite d'ailleurs quelques fantasmes chez Ecolo. Certains voient en lui l'âme damnée de l'actuelle direction, en rupture avec les précédents leaders – Emily Hoyos, Olivier Deleuze, Jean-Michel Javaux, Marcel Cheron...

# “Le XXI<sup>e</sup> siècle, ce n’est pas un siècle pour les tièdes, c’est un siècle pour les ardents”

**Entretien François Brabant**

Ce mardi, les syndicats espèrent imposer dans la rue une démonstration de force face au gouvernement Michel. En soirée, un débat politique prolongera en quelque sorte les festivités. Organisé par la revue “Politique”, il mettra aux prises, dans un auditoire de l’Thecs, à Bruxelles, Paul Magnette (PS), Raoul Hedebouw (PTB) et Philippe Lamberts (Ecolo). Au vu des protagonistes, les échanges pourraient être vifs.

Paul Magnette est un ministre-Président wallon particulier, versé tant dans l’idéologie que dans la gestion quotidienne. L’actualité lui offre matière à réflexion: les sondages donnent le PS à son minimum historique, 25% en Wallonie, 17% à Bruxelles. Le député fédéral Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB, s’en délecte. Le parti marxiste-léniniste est désormais un agent perturbateur incontournable en Belgique francophone.

Entre les deux stars médiatiques, le député européen Philippe Lamberts défendra sa propre musique. Son credo: rassembler les opposants à ce qu’il nomme le “big business”. “Je ne suis pas social-démocrate, je n’appartiens pas à la gauche radicale, explique-t-il à “La Libre”. Je connais nos différences. Mais dans la lutte contre le tout-au-marché, en principe, on a cause commune”.

Cet appel à un rassemblement large pour “transformer” la société découle chez lui d’un constat: le mouvement écologiste n’a pas pris l’ampleur qu’espéraient ses fondateurs. “L’écologie politique est implantée depuis trente-cinq ans en Europe. On ne peut pas dire qu’on est des nouveaux venus. En théorie, on a un boulevard devant nous. Les sociaux-démocrates ont dérivé vers la droite, de même que les partis du centre, devenus ultralibéraux. Tout l’héritage du personnalisme chrétien n’est plus défendu. On devrait occuper cet espace-là assez facilement. Les écologistes devraient se situer à 20% là où leur implantation est ancienne, à 10% ailleurs. Ce n’est pas le cas. Les succès d’Ecolo ont été des bulles occasionnelles qui ne se sont pas traduites dans la durée. Les Verts allemands plafonnent à 10%. La conclusion me semble évidente: il faut ajuster la stratégie.”

## Pas là pour rigoler

Selon Philippe Lamberts, les verts auraient tort d’attribuer aux médias ou

aux partis rivaux la cause de leurs déboires. “La responsabilité est chez nous! Pour convaincre, l’écologie politique doit être forte sur ses trois axes: la justice sociale, l’environnement, l’approfondissement de la démocratie. Or trop souvent les écologistes ont laissé penser que les injustices sociales ne les empêchaient pas de dormir. C’est un problème, car ce combat-là fait partie de notre ADN, tout autant que l’environnement.”

Si le député européen affectionne les propos tranchés, les formules qui claquent, ce n’est pas seulement par tempérament, c’est aussi un choix délibéré. “Le XXI<sup>e</sup> siècle, ce n’est pas un siècle pour les tièdes, c’est un siècle pour les ardents”, assène-t-il. Il en appelle à une écologie plus combative, qui ne craindrait pas de montrer les muscles. “On doit résoudre les crises climatiques, financières, sociales... Et les temps nous sont comptés. On n’est pas ici pour rigoler.”

## Schtroumpf à lunettes

Les verts, à suivre Philippe Lamberts, doivent éviter deux pièges: critiquer tout, aimer tout le monde. “On doit sortir de la posture du schtroumpf à lunettes qui dit ceci c’est bien, ceci ce n’est pas bien. Davantage que par le passé, on est devenu une force de proposition. Tant mieux! Par contre, les citoyens nous jugent moins crédibles comme force de résistance. Un peu comme si on niait les oppositions de classes, pour citer un terme marxiste.”

Philippe Lamberts se réfère à l’économiste Thomas Piketty, selon lequel les politiques menées profitent à 1% de la population. “Ce n’est pas un phénomène naturel, c’est le produit de certains choix, voulus par certaines personnes. Or l’écologie politique a tendance à refuser de désigner ses ennemis”, regrette-il. Selon le député, édulcorer le message social, en espérant de la sorte élargir l’électorat, mène à une impasse. “On doit rassembler large. Mais s’imaginer qu’on peut rassembler tout le monde, ce n’est pas vrai. Face aux multinationales, au big business, aux 1%, on doit prendre parti. On doit se profiler non seulement comme force de proposition, mais comme force d’opposition, de résistance. L’écologie politique doit clarifier ça.”

## “Il faut unir les forces opposées au big business”

**L**a victoire d'un écologiste à l'élection présidentielle autrichienne, face au candidat de l'extrême droite, préfigure-t-elle un type de duel appelé à se généraliser? *“Partout en Europe, ces deux courants sont les pôles les plus opposés du débat politique, juge Philippe Lamberts. L'enjeu, c'est le choix entre une société mue par la peur, orientée vers le repli, et une société mue par la confiance, orientée vers l'ouverture”.*

Pour autant, le député met en garde les siens contre tout excès de confiance. Il ne croit pas que le mouvement écologiste pourra, seul, être le fer de lance d'une Reconquista idéologique. *“Je ne suis pas naïf je sais lire les chiffres électoraux. L'hégémonie du côté des verts, ça n'arrivera pas.”* Philippe Lamberts réitère dès lors son

appel en faveur d'une alliance, au niveau européen, des forces sociales-démocrates, écologistes et de gauche radicale. Car selon lui, cela ne fait aucun doute: *“Le cœur de la machine pro-business est constitué des libéraux et des conservateurs. Quand j'observe la politique que mène le MR au niveau fédéral belge, je ne vois pas ce que j'ai en commun avec ces gens-là”.*

Prônerait-il un retour aux “convergences de gauche”, signées par Ecolo et le PS en septembre 2002, abandonnées quelques mois plus tard? *“Ah non! Les convergences de gauche étaient un instrument utilisé par le PS pour neutraliser toute compétition à gauche. L'écologie politique n'est pas la chapelle verte de la sociale-démocratie.”*

**F. B.**

## “Hollande mène une politique d'extrême droite”

**C'**est l'obsession de Philippe Lamberts, faire basculer à gauche le centre de gravité politique de l'Europe. Il n'a de cesse de le répéter: cela implique de nouer des alliances, dans la durée, entre des courants rivaux. *“Même quand on rassemble tous les verts, tous les sociaux-démocrates et toute la gauche radicale, on n'est pas encore assez pour barrer la route au big business. La moindre des choses, alors, c'est au moins de faire bloc face aux menaces du tout-au-marché.”*

Le député l'admet, la stratégie qu'il prône souffre d'un point faible: la plupart des sociaux-démocrates ont plus d'affinités avec les libéraux qu'avec les écologistes ou la gauche radicale. Que faire? *“C'est la priorité*

*numéro 1: faire en sorte que les socialistes redeviennent socialistes.”* A l'entendre, on en est loin. *“En France, le couple infernal Hollande-Valls mène une politique de droite sur le plan économique et une politique d'extrême droite sur le plan sécuritaire et sur les questions d'asile et d'immigration. Je pèse mes mots en disant ça.”*

L'autre figure centrale de la gauche de gouvernement en Europe, Matteo Renzi, président du Conseil italien, ne trouve pas davantage grâce à ses yeux. *“Renzi, c'est un Berlusconi plus jeune, plus sympathique et qui ne possède pas de chaînes de télé. Pour le reste, c'est la même logique du pouvoir à tout prix, de la pensée unique et de l'austérité.”*

**F. B.**